Après les riches et les célébrités, ce sont les cadres supérieurs et les professions libérales qui traversent le lac Léman. Le mois dernier, 20 médecins français ont demandé à ouvrir un cabinet à Genève. P. FORGET/SAGAPHOTO

Impôts : ces Français qui quittent la France

STÉPHANE KOVACS
skovacs@lefigaro.fr

Ils ne prendront pas la peine d'attendre le 6 mai : pour eux, le déménagement, *« c'est maintenant »*. Face à la détérioration budgétaire de la France, de plus en plus de contribuables aisés ne voient d'autre solution, pour *« sauver ce qu'il reste de leur patrimoine »*, que de quitter leur pays. De nombreux grands patrons, artistes ou sportifs ont sauté le pas il y a longtemps. *« Aujourd'hui*, rapporte un banquier privé, *on voit apparaître une nouvelle catégorie d'expatriés fiscaux, plus jeunes, moins fortunés. Mais très déterminés. »* Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, ils savent qu'ils seront les plus sollicités. *« Bien sûr, il y a la crainte de l'arrivée de la gauche*, témoigne Philippe Kenel, avocat fiscaliste à Lausanne. *Mais, pire, la crainte de voir un gouvernement de droite appliquer une politique de gauche… Et une constante, que l'on ne retrouve que chez vos compatriotes : ils ne supportent plus le fonctionnement de la société française qui, plus que tout autre, stigmatise les riches. »*

Lui aussi est écœuré par une politique fiscale *« confiscatoire »*. À six ans, Antoine (*) s'est retrouvé orphelin. Et millionnaire. Assujetti dès sa majorité, comme ses frères et sœurs, à l'impôt sur les grandes fortunes, l'ancêtre de l'ISF. Pour payer les 40 % de droits de succession, ils sacrifient plusieurs immeubles et œuvres d'art, afin de sauver l'entreprise familiale et ses 130 emplois. Antoine commence sa carrière dans une banque parisienne. Mais avec l'ISF, l'impôt sur le revenu, les plus-values, *« la ponction était trop forte »* : il choisit la Grande-Bretagne.

Six grands patrons en partance

Il tente bien de rentrer en France en 2009, au moment où le gouvernement propose un nouveau dispositif attrayant pour les impatriés. *« Heureusement »*, son conseil l'en dissuade. Finalement, il y a quelques mois, il déménage directement de Londres… vers Bruxelles. *« Bien sûr, je ne demanderais qu'à investir en France et à créer des emplois*, soupire Antoine, 39 ans. *Et je préférerais dépenser les 150 000 euros que je consacre chaque année à mon train de vie dans mon pays plutôt qu'en Belgique ! Mais si c'est pour que l'État me prenne près de 60 % de mes revenus pour financer des programmes aberrants, enchaîner les mesurettes alors qu'il faudrait des réformes en profondeur… »*

Aujourd'hui, Antoine s'est reconverti dans l'immobilier de luxe. Autant dire que des Français, il en voit arriver… *« À Bruxelles, vous avez un beau 200 m² pour 600 000 euros*, explique-t-il. *Les Français sont époustouflés par les prix. Et Paris n'est qu'à 1 h 15 en Thalys ! »* La communauté française de Belgique se monte à environ 200 000 personnes. L'absence d'ISF, d'impôt sur les plus-values et la modestie de l'impôt sur les successions en font une destination prisée par les dirigeants de société. *« Nous avons en ce moment six grands patrons et pas mal de dirigeants de PME français en partance »*, confie Me Gregory Homans, du cabinet belge Dekeyser & Associés.

En Suisse, tous les conseillers observent le même phénomène : *« La tendance ne s'est jamais arrêtée ces cinq dernières années*, constate un banquier privé basé à Genève. *Mais, depuis quelques mois, on reçoit environ trois fois plus d'appels. Ce sont surtout des financiers et des petits patrons, qui se sentent dans le collimateur d'Hollande ou de Mélenchon. Si la gauche passe, cela va être une véritable hémorragie… »* Pour Pascal Broulis, conseiller d'État en charge des finances dans le canton de Vaud, la région du lac Léman, il y a même *« un risque d'exode massif, comme en 1981, après l'élection de Mitterrand »*.

En décembre dernier, le magazine suisse *Bilan* a recensé, parmi les 300 plus grosses fortunes du pays, 44 exilés français. Pour un patrimoine total d'environ 30 milliards d'euros. Il y a dix ans, on ne comptait que 17 familles françaises dans ce classement. Depuis l'abandon du secret bancaire, note le banquier genevois, *« la seule solution pour échapper au fisc, c'est de larguer les amarres avec la France »*. La population française expatriée en Suisse est évaluée à 160 000 personnes.

23 000 emplois créés… en Suisse

Sur les 5 500 grandes fortunes étrangères qui bénéficient actuellement du fameux forfait fiscal helvétique – qui leur permet d'être imposés selon leur train de vie et non en fonction de leurs revenus – figurent 2 000 Français. En 2010, ce forfait a rapporté 670 millions de francs (environ 560 millions d'euros) à la Suisse. Il faut en outre tenir compte des dépenses de consommation de ces riches résidents, estimées à 1,4 milliard par an. Des dépenses, qui selon le Conseil fédéral, ont créé 23 000 emplois à plein-temps…

L'an dernier, Philippe Kenel avait aidé une quinzaine de Français à s'installer en Suisse. En 2012, le seul mois de janvier lui a apporté autant de dossiers en provenance de l'Hexagone. Des clients au *« patrimoine allant de 10 à 50 millions d'euros »*. Mais tous n'ont pas une fortune aussi conséquente. Alors qu'il y a trente ans, il était intéressant de partir lorsque l'on détenait plus de 100 millions de francs, aujourd'hui, les Français font leurs valises dès 5 millions d'euros. *« J'ai même un client à 3,5 millions »*, rapporte un fiscaliste.

Après les riches et célèbres, ce sont les cadres supérieurs et professions libérales qui traversent le lac Léman. À l'image de Véronique et Éric, couple de quinquagénaires qui partagent un cabinet médical dans un beau quartier parisien. *« On a adoré le* "Travailler plus pour gagner plus", raconte Véronique. *Mais la réalité, c'est que l'on ne compte pas nos heures… et que nous payons beaucoup plus ! »* Par *« amour des vieilles pierres et du patrimoine français »*, ces parents de quatre enfants rachètent, il y a une quinzaine d'années, *« 170 m² infestés de rats et remplis de gravats »* dans un immeuble du XVIe siècle. *« Gratter, décaper, poncer… On y a passé tous nos week-ends*, poursuit Éric, dont la famille a toujours mis un point d'honneur à acheter français. *On a employé des ouvriers français, avec des matériaux français. »* Tant et si bien que la *« ruine »* devient un magnifique appartement, digne de figurer dans les magazines de décoration.

> Ils sont quelque 200 000 en Belgique, 160 000 en Suisse, et leur nombre s'accroît à raison d'au moins 1 200 départs par an. Leurs griefs : le poids de la fiscalité, bien sûr, mais surtout « l'imprévisibilité » et la « culture anti-riches » qui règnent en France.

> **« … Depuis quelques mois, on reçoit trois fois plus d'appels. Ce sont surtout des financiers et des petits patrons, qui se sentent dans le collimateur d'Hollande ou de Mélenchon. Si la gauche passe, cela va être une véritable hémorragie… »**
>
> UN BANQUIER PRIVÉ BASÉ À GENÈVE

Mais, après le départ des deux aînés – à l'étranger –, le couple décide de vendre l'appartement devenu trop grand. *« On l'avait déclaré à l'ISF*, souligne Véronique, *mais on n'avait pas imaginé qu'on allait le vendre aussi bien… Résultat, on a eu un rattrapage monstrueux. »* Aujourd'hui, le couple doit payer 12 000 euros d'ISF chaque année, alors qu'il ne déclare que 80 000 euros de revenus annuels.

Dire qu'en 2007, François Hollande avait décrété que l'on était *« riche »* dès 4 000 euros par mois ! *« On n'y arrive plus*, se désole Véronique. *On s'est acheté, à crédit, un studio pour notre retraite, et on devrait le vendre pour payer l'ISF ? Et l'année suivante, il faudrait qu'on se démunisse encore davantage ? Mais qu'est-ce qu'on laissera à nos enfants ? »* En janvier, 20 médecins français ont, comme le couple, demandé à ouvrir un cabinet à Genève.

Eux ne paient pas l'ISF, mais ils ne cachent pas non plus leur désarroi : *« On en a marre du politiquement correct, des grèves à répétition, de la repentance, des tracasseries administratives et d'être montré du doigt dès que l'on a un signe extérieur de richesse*, s'indigne Carine, jolie quinquagénaire dont le mari haut fonctionnaire arrive à l'âge de la retraite. *La France nous semble larguée, notamment par rapport à l'Allemagne. Regardez : on supprime l'épreuve de culture générale à Sciences Po, on veut niveler tout le monde par le bas ! » « Très européens »*, ils ont choisi Munich, *« pour sa qualité de vie »*.

Retour improbable

Malgré l'existence, depuis 2010, d'une « exit tax » assez dissuasive, *« on est passé d'une expatriation quotidienne au début des années 2000 à plutôt deux par jour aujourd'hui »*, affirme Philippe Marini, président de la commission des finances du Sénat. *« Ces chiffres ne prennent en compte que les gens déjà redevables de l'ISF*, tempère Me Bernard Monassier, notaire de plusieurs grosses fortunes (**). *Or, une grande part de ceux qui s'en vont le font avant d'y être assujettis. À la suite, par exemple, d'un héritage ou de la vente de leur société. En outre, ils partent en général avec leurs enfants, voire leurs petits-enfants… Pour moi, on peut parler plutôt de 1 200 à 1 300 départs par an. »*

La France peut-elle compter, un jour, sur leur retour ? Fort improbable. *« Quand on regarde sur le long terme, c'est catastrophique*, assure Me Monassier. *Les seuls cas de retours que je connaisse, ce sont des gens âgés qui préfèrent se faire soigner en France. »*

Antoine, qui s'apprête à épouser une jeune Wallonne, reviendra peut-être *« en touriste »… « Dans cinq ans, j'aurai le droit de prendre la nationalité belge*, sourit-il. *Qu'on paie beaucoup d'impôts, pourquoi pas ? Mais ce qui me choque profondément, c'est la multiplication des revirements : une mesure fiscale tous les dix jours sous Sarkozy ! On a avant tout besoin de stabilité et de visibilité. »* Éric et Véronique se sont eux aussi résolus à faire une croix sur leur patrie. *« On en a assez de cette France qui gâche l'esprit d'entreprise, qui freine les investissements par de multiples contraintes*, lâche Éric. *Nous, on veut continuer à créer des richesses, là où d'autres veulent seulement distribuer celles qui n'existent plus. »* ■

(*) Tous les prénoms ont été changés.
(**) Administrateur du Figaro.